

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 01/06/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SNC WP France 1 - PE Vitry-la-Ville - La Guenelle

50 avenue Marceau
75008 Paris

Références : D2e 2026-432
Code AIOT : 0005704398

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2026 dans l'établissement SNC WP France 1 - PE Vitry-la-Ville - La Guenelle implanté Parc éolien de Vitry la Ville Togny aux Boeufs 51240 Mairy-sur-Marne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action régionale 2026 "Mesures ERC".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNC WP France 1 - PE Vitry-la-Ville - La Guenelle
- Parc éolien de Vitry la Ville Togny aux Boeufs 51240 Mairy-sur-Marne
- Code AIOT : 0005704398
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Vitry-la-Ville - La Guenelle est composé de 11 éoliennes de 125m de hauteur bout de pôle et deux postes de livraison. Les éoliennes sont situées sur les territoires des communes de Togny-aux-boeufs et Mairy-sur-Marne.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater par sondage la conformité de l'installation en ce qui concerne ses suivis environnementaux. L'Inspection reste en attente d'un justificatif au sujet du dépôt des données sur le télé-service légal.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi

<p>est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis 2019, un bridage Avifaune sur E10 est en place du 1er juin au 31 juillet de 6 heures à 21 heures. Les préconisations des suivis environnementaux qui ont suivi mènent l'exploitant à le maintenir encore aujourd'hui.</p> <p>Le suivi environnemental de 2024 conclut sur la nécessité de mettre un bridage en faveur des chiroptères à partir de 2025, du 15 juillet au 15 septembre.</p> <p>Le suivi environnemental de 2025 préconise d'étendre ce bridage de début juillet à fin septembre. Aussi, l'exploitant a constaté un dysfonctionnement du paramétrage conduisant au retrait du bridage avec environ une heure de décalage, en défaveur des chiroptères. Il confirme la mise en conformité de celui-ci depuis février 2026.</p> <p>Par sondage, le bridage sur E13 du 15 juillet au 15 septembre 2025 a été regardé. L'Inspection a pu constater l'effective application du bridage sur les dates citées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Collecte des données du suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une attestation de dépôt sur le télé-service en date du 4 mars 2026 pour son suivi environnemental de 2024.</p>

Le suivi environnemental de 2025 n'a pas été déposé à date de la visite. L'exploitant s'est engagé à faire le nécessaire dans les meilleurs délais.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre dans un délai de 2 mois : - l'attestation de dépôt des données du suivi environnemental de 2025 sur le télé-service légal.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois